

Quinze comtés

Pierre Lefebvre

Numéro 303, printemps 2014

Politiques culturelles, l'héritage de Georges-Émile Lapalme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71383ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lefebvre, P. (2014). Quinze comtés. *Liberté*, (303), 3–3.

QUINZE COMTÉS

PIERRE LEFEBVRE

UN MOT ABSTRAIT EST COMME UNE BOÎTE À DOUBLE FOND : ON Y MET LES IDÉES QUE L'ON DÉSIRE, ET ON LES EN RETIRE SANS QUE PERSONNE LE VOIE. — Alexis de Tocqueville

ÇA M'ACCABLE DEPUIS LE DÉBUT. C'est-à-dire depuis la fuite orchestrée de cet été. Pour. Contre. Les barricades se sont tout de suite échafaudées. On devait être content, en haut lieu. Fier, même. Et ça s'est poursuivi de la sorte jusqu'à l'arrivée du projet de loi et, depuis, ça continue de plus belle. *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodements*, qu'ils appellent ça. Dans une province où un crucifix coiffe l'Assemblée nationale, où la question de l'équité salariale entre les femmes et les hommes demeure toujours problématique, on ne peut pas dire que ça manque de sel.

La charte, faut-il en rire ou en pleurer ? me semble la seule question sensée, peut-être même décente, à se poser. On n'est pas en effet, dans ce cas précis, devant une riche proposition sur la nature de l'État ou de la citoyenneté à laquelle on nous demande d'apporter des nuances ou même une autre teneur.

On est dans la manœuvre. La tactique pour conquérir une quinzaine de comtés dans lesquels se trouve un électorat catho plus ou moins xénophobe ou, enfin, troublé par des mœurs et des traditions qu'il s'explique mal. Un piège visant à attraper n'importe qui s'en approchant. Du papier à mouches. Après s'y être frotté, il n'y a rien à faire à part camper sur ses positions, englué. Du *wedge politics*, comme le disent les Anglais, une politique de la division, dans laquelle excellent la droite américaine et le gouvernement Harper. Charmants modèles. L'exercice est déjà lamentable quand on utilise la vieille rengaine «travail, famille, patrie» afin de s'ériger contre un bouc émissaire, peu importe lequel, de l'homosexuel au BS en passant par l'immigrant et la clinique d'avortement, mais, en se servant de la laïcité ou, pire encore, du républicanisme, on atteint vraiment le fond du baril.

C'est en discutant un soir avec notre chroniqueur Alain Deneault que j'ai mieux compris pourquoi la charte m'achalait tant. D'après lui, le fait même d'en discuter est pernicieux. En s'y laissant aller, bien loin de participer au débat public, on confère à la chose une valeur dont elle est totalement dépourvue.

Bien entendu, réfléchir à la laïcité n'est jamais un exercice vain ou insignifiant. Mais accorder la moindre crédibilité à la *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodements* ajoute simplement à la confusion dont elle constitue le vecteur. On n'est de toute façon pas en face, ici, d'une charte des valeurs, mais d'une bête réforme administrative visant essentiellement les femmes de confession musulmane qui, tels les Russes à l'époque de la guerre froide, font maintenant peur à une part de la population. On est loin du combat mené par le Mouvement laïc de langue française tout au long des années soixante.

La neutralité de l'État. Jésus, Marie, Joseph, laissez-moi rire. Maurice Duplessis est enterré depuis longtemps. Ce n'est pas une minorité de femmes portant le voile dans des garderies ou des bureaux de l'assurance automobile du Québec qui vont nous le ramener. La neutralité de l'État n'est pas aujourd'hui menacée par les curés ou les imams ou les rabbins ou Dieu sait quoi. Elle l'est par ceux qui ont les moyens de se payer une armée de lobbyistes capable de faire moduler les lois selon leurs désirs, par les crapules détournant les fonds publics pour aller se faire griller la bedaine dans le Sud, sans parler de l'aveuglement idéologique poussant la plupart des élus à croire qu'un pays ne se dirige pas mais se gère comme une entreprise.

Il faut dire qu'au Québec et même au Canada, où le chef de l'État demeure la Reine, la tradition républicaine n'existe pas. D'où, sans doute, notre difficulté à aborder une notion ayant comme fondement le peuple comme sujet souverain. Le seul moment où la république a ici montré le bout de son nez reste le projet des Patriotes porté par Papineau. Une fois la fameuse rébellion écrasée par l'Empire, notre branche locale de la Sainte Église romaine en a juste profité pour s'engouffrer dans l'espace public. Si le crucifix est un symbole, c'est bien de ce coup d'État tranquille. Et de lui clamer notre attachement pour des raisons historiques ou patrimoniales est, dans le contexte d'une défense de la laïcité, d'une bêtise sans fond, une preuve de plus que le républicanisme, projet inclusif entre tous, demeure chez nous une pure abstraction. **L**